

Tendances conjoncturelles

4^e trimestre 2018

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

L'activité économique tâtonne

L'activité économique tâtonne au dernier trimestre de l'année : la consommation des ménages fléchit et l'investissement des entreprises se contracte dans un contexte d'accélération de la croissance des prix à la consommation et de diminution du déficit commercial de l'archipel.

Après un rebond au trimestre précédent, la consommation des ménages repart à la baisse au dernier trimestre de l'année, malgré le dynamisme des crédits à la consommation. Les importations de biens durables, alimentaires et non alimentaires diminuent. Bien orientée, la situation du marché du travail s'améliore en fin d'année.

L'investissement des entreprises ne cesse de se contracter depuis 3 trimestres. Les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires sont en baisse. La croissance des crédits d'investissement des entreprises continue de ralentir.

Pour le second trimestre consécutif, le déficit commercial de l'archipel diminue, porté par une réduction des importations à destination des ménages et des entreprises et par le dynamisme des exportations. Le taux de couverture s'améliore.

Au niveau sectoriel, la fin de l'année est marquée par un regain de dynamisme du secteur halieutique. En raison d'une saison de croisière allongée, la fréquentation touristique rebondit au dernier trimestre de l'année après avoir baissé au trimestre précédent.

MALGRÉ DES PRIX CONTROLÉS ET UN MARCHÉ DU TRAVAIL SOLIDE, L'ÉCONOMIE CANADIENNE RALENTIT

L'activité économique canadienne continue de ralentir au dernier trimestre 2018 (croissance du PIB de +0,1 % après +0,5 % au 3^e trimestre et +0,7 % au 2^d trimestre). Ce ralentissement est attribuable à une baisse de 2,7 % des dépenses d'investissement et une diminution (-0,1 %) des exportations de biens et services. Cependant, ces diminutions ont été en grande partie contrebalancées par l'augmentation de l'accumulation des stocks (12,5 milliards d'accumulation de stocks non agricoles). Globalement, **sur l'année 2018**, le PIB canadien a progressé de 1,8 %, en ralentissement par rapport à l'an passé (+3,0 %). Ce ralentissement s'est manifesté dans la plupart des composantes du PIB à l'exception des exportations (+3,3 % en 2018 contre +1,1 % en 2017) et de la rémunération des employés.

L'indice des prix à la consommation (IPC) a progressé de 2,0 % en décembre sur un an. Hors essence l'IPC a progressé de 2,5 % en décembre. Les prix de l'énergie ont affiché une baisse sur un an au dernier mois de l'année (-3,7 %). L'indice des prix du logement est celui qui a contribué le plus à la hausse des prix (+2,2 %). La croissance des prix à la consommation des services a accéléré en décembre (+3,5 %). L'indice des prix du transport aérien a montré une croissance particulièrement forte (+21,7 %) porté par les fêtes de fin d'année. Le ralentissement de la croissance du prix du mazout (+5,6 % en décembre contre +17,0 % en novembre) a atténué la croissance de l'IPC des régions atlantiques, où le mazout est très utilisé pour le chauffage.

Le taux de chômage¹ canadien s'établit à 5,6 % en 2018, son plus faible niveau depuis 1976, en baisse par rapport à 2017 (-0,2 point). Le taux de chômage des jeunes (15-24 ans) a augmenté (+0,6 point) à 11,1 %. L'emploi a crû moins rapidement que l'année dernière (+0,9 % contre +2,3 % en 2017). Cette hausse est portée par la dynamique de l'emploi à temps plein (+1,2 %). La croissance de l'emploi des femmes du principal groupe d'âge actif (25 – 54 ans) a augmenté de façon plus marquée (+2,2 %) que chez les hommes du même groupe (+1,0 %). La hausse de l'emploi s'est en grande partie faite dans le secteur des services, alors que l'emploi a diminué notamment dans le commerce de gros et de détail, l'information, la culture et les loisirs. L'emploi privé a augmenté (+0,8 %) quand l'emploi public a peu varié.

Source : Statistique Canada

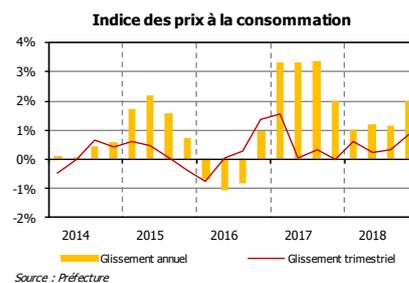
¹ Les données relatives au marché de l'emploi canadien sont désaisonnalisées par Statistique Canada

Accélération de la croissance des prix à la consommation

Après deux trimestres de croissance modérée (+0,3 % au 3^e trimestre et +0,2 % au 2^d trimestre), la croissance de l'indice des prix à la consommation accélère au dernier trimestre de l'année (+0,9 % sur trois mois).

L'accélération concerne les prix des produits alimentaires (+1,3 % sur trois mois contre +0,6 % au 3^e trimestre) et les produits manufacturés (+1,16 % contre +0,2 % au 3^e trimestre). Les prix des services sont stables (+0,2 %) et les prix de l'énergie rebondissent (+0,3 % contre -0,1 % au 3^e trimestre).

Sur un an, l'accélération des prix à la consommation se confirme (+2,0 %, contre +1,2 % aux deux trimestres précédents). La croissance des prix est portée par les produits alimentaires (+2,5 %) et les produits manufacturés (+2,4 %). Les services et l'énergie croissent plus modérément (respectivement +1,1 % et +1,8 %).

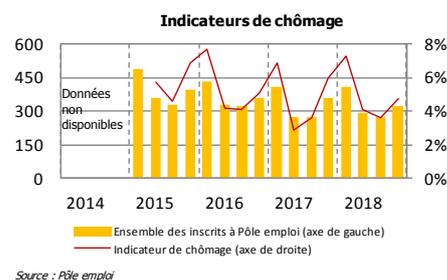


Le marché du travail confirme sa bonne orientation

Confirmant sa bonne orientation, le marché du travail affiche une dynamique satisfaisante au dernier trimestre 2018, par rapport au 4^e trimestre 2017.

Au 31 décembre 2018, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégorie A s'élève à 151 personnes, en baisse par rapport à décembre 2017 (-20,1 %). Portée par cette baisse, l'évolution se confirme toutes catégories confondues (-10,9 %) à 320 personnes.

Conséquence de la baisse des DEFM, l'indicateur de chômage s'améliore au 31 décembre 2018 (-1,2 point sur un an) et s'établit à 4,8 %.

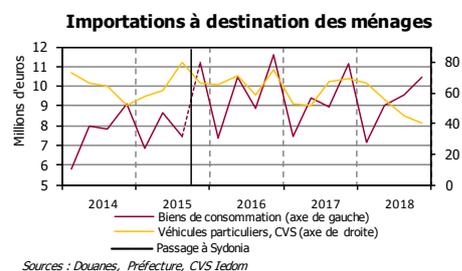


Fléchissement de la consommation des ménages

Après le rebond du troisième trimestre, la consommation des ménages repart à la baisse au quatrième trimestre.

Au 4^e trimestre 2018, après une hausse au trimestre précédent (+6,4 % en glissement annuel), les importations de biens de consommation à destination des ménages s'inscrivent en baisse (-6,0 %) pour s'établir à 10,4 millions d'euros. Cette diminution est principalement causée par une contraction des importations de biens durables (-19,0 %) qui étaient en hausse depuis trois trimestres. Les biens alimentaires et non alimentaires participent à cette baisse dans une moindre mesure (respectivement -1,1 % et -2,0 %).

À la fin décembre et pour le troisième trimestre consécutif, les ventes de véhicules de tourisme décroissent sur trois mois (-9,1 %, CVS, après -16,7 %, CVS, au 3^e trimestre et -13,8 %, CVS au 2^d trimestre). En glissement annuel, les ventes de véhicules de tourisme diminuent significativement (-41,2 %) au dernier trimestre.



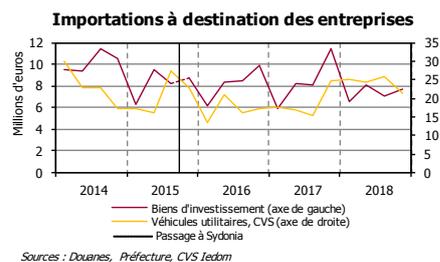
Malgré la baisse de la consommation, les crédits à la consommation repartent à hausse au dernier trimestre (+6,7 % sur 3 mois contre +1,7 % au trimestre précédent) pour s'établir à 21,3 millions d'euros. En glissement annuel, les crédits à la consommation s'inscrivent en hausse (+7,6 %).

L'investissement des entreprises continue de se contracter

Commencée au second trimestre, la contraction de l'investissement des entreprises se poursuit au dernier trimestre de l'année.

En décembre 2018, les importations à destination des entreprises continuent leur décroissance de façon marquée (-32,7 % en glissement annuel, contre -13,1 %¹ au 3^e trimestre et -1,7 % au 2^d trimestre) pour s'établir à 7,7 millions d'euros. Cette diminution est attribuable à une baisse concomitante des biens d'équipement (-36,1 %) et des biens intermédiaires (-26,0 %).

Au dernier trimestre 2018, les ventes de véhicules utilitaires s'inscrivent en baisse sur trois mois (-17,8 %, CVS) après le rebond du trimestre précédent (+7,5 %, CVS). En glissement annuel, les ventes de véhicules utilitaires sont en décroissance (-13,5 %, CVS).



¹ Chiffre corrigé par rapport aux tendances conjoncturelles du 3^{ème} trimestre 2018

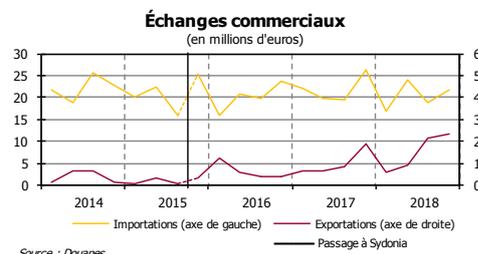
Le ralentissement de la croissance des crédits d'investissement des entreprises continue au 4^e trimestre (+1,0 % sur trois mois contre +1,2 % au 3^e trimestre et +2,1 % au 2^e trimestre) pour s'établir à 37,1 millions d'euros. Sur un an, les crédits d'investissement des entreprises maintiennent une croissance faible (+1,0 %).

Le déficit de la balance commerciale de l'archipel diminue

La contraction des importations totales s'affirme au dernier trimestre 2018 (-16,7 % en glissement annuel, contre -1,9 %² au trimestre précédent) malgré la légère hausse des importations de combustibles (+1,3 %). La baisse des importations est attribuable à la diminution des importations à destination des ménages (-6,0 %) et des entreprises (-32,7 %). Les importations totales s'établissent à 21,9 millions d'euros.

Les exportations de l'archipel sont en hausse pour le troisième trimestre consécutif (+24,4 % en glissement annuel, contre +150,0 % au 3^e trimestre et +45,4 % au 2^d trimestre) pour s'établir à 2,3 millions d'euros. Cette hausse est en très grande partie due à la progression des exportations des produits de la mer (+106,1 %) qui représentent 95,4 % des exportations.

Au dernier trimestre de l'année, le déficit commercial de l'archipel diminue pour le second trimestre consécutif (-19,8 % en glissement annuel contre -8,9 %² au 2^d trimestre) à -19,6 millions d'euros. Cette diminution est portée par le bon rythme de croissance des exportations de produits de la mer et par la contraction des importations. Le taux de couverture s'établit à 10,5 %.



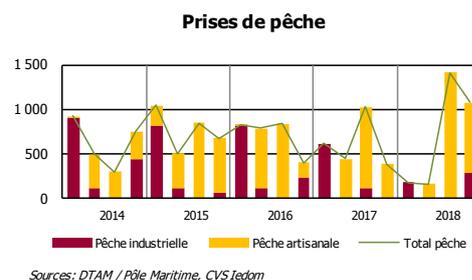
LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

Le secteur halieutique retrouve de la vigueur en fin d'année

Le secteur halieutique montre un regain de dynamisme à la fin de l'année. Les prises totales du 4^e trimestre 2018 s'établissent à 1 075 tonnes, soit une augmentation de 182,5 % sur un an.

Au dernier trimestre de l'année 2018, la pêche industrielle affiche un fort rebond de ses prises par rapport au 4^e trimestre 2017. Elles ont été multipliées par 568 sur un an à 290 tonnes contre 0,5 tonne au dernier trimestre 2017. Les prises sont principalement composées de sébastes (57,7 % du total) et de morues (30,4 % du total).

Au 4^e trimestre 2018, les prises de pêche artisanale doublent sur un an pour atteindre 786 tonnes. Les prises sont composées majoritairement de concombres des mers (96,3 % du total) dont la croissance est particulièrement dynamique sur un an (+123,9 %).



Regain de dynamisme de la fréquentation touristique

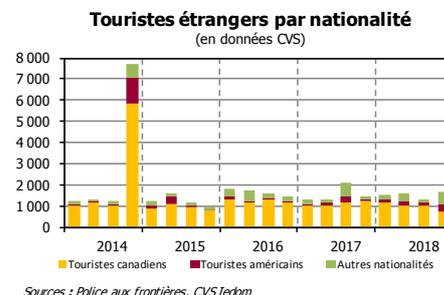
La fréquentation touristique rebondit au 4^e trimestre, portée en grande partie par une saison de croisière qui s'est allongée.

Après la baisse du trimestre précédent (-8,5 %, CVS), le trafic total s'inscrit en hausse au 4^e trimestre sur trois mois (+15,6 %, CVS). Cette hausse est portée par une augmentation du nombre de passagers arrivant par voie maritime (+51,4 %, CVS). À l'inverse, le nombre de passagers arrivant par voie aérienne diminue (-12,3 %) au dernier trimestre

En glissement annuel, le trafic total est en hausse (+18,0 %, CVS) du fait d'une hausse conjointe du trafic maritime (+37,2 %, CVS) et du trafic aérien (+3,9 %, CVS).

Le 4^e trimestre de l'année 2018 est marqué par un rebond de la fréquentation touristique sur trois mois (+48,8 %, CVS, contre -30,4 %, CVS au trimestre précédent). La fréquentation des touristes canadiens s'affiche en baisse (-27,4 %, CVS) alors que le nombre de touristes américains et d'autres nationalités est en hausse (respectivement +118,2 %, CVS et +359,6 % CVS).

En glissement annuel, la hausse de la fréquentation se confirme (+42,3 %) malgré la diminution de la fréquentation canadienne (-38,4 %, CVS). La fréquentation américaine et d'autres nationalités augmente (respectivement +308,8 %, CVS et +216,8 %, CVS).



² Chiffre corrigé par rapport aux tendances conjoncturelles du 3^{ème} trimestre 2018

LEGER RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE EN 2018

Selon l'édition de janvier 2019 des « perspectives de l'économie mondiale » du FMI, la croissance mondiale a très légèrement ralenti en 2018, à +3,7 % (après +3,8 % en 2017). Les prévisions de croissance pour 2019 et 2020 s'établissent à respectivement +3,5 % et +3,6 %, soit une révision à la baisse de 0,2 et 0,1 point de pourcentage par rapport aux dernières perspectives d'octobre. Les tensions commerciales continuent de s'accroître tandis que les conditions financières se sont resserrées depuis l'automne. Les risques d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord et d'un ralentissement plus prononcé que prévu en Chine constituent également des facteurs d'instabilité.

Après une année 2018 dynamique (+2,9 %), la croissance américaine devrait ralentir en 2019 (+2,5 %) puis encore davantage en 2020 (+1,8 %), en lien avec la fin des mesures de relance budgétaire. La fermeture de l'administration fédérale a suscité des inquiétudes qui ont pesé sur les marchés financiers. Sur le plan monétaire, la Réserve fédérale a relevé la fourchette cible du taux des fonds fédéraux à 2,25-2,5 % en décembre et prévoit un relèvement plus progressif des taux en 2019 et 2020.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,2 % au quatrième trimestre 2018, soit le même rythme qu'au trimestre précédent. L'inflation continue de fléchir en fin d'année 2018 pour s'établir à 1,6 % en décembre, tandis que le taux de chômage s'établit à 7,9 %, son niveau le plus faible depuis octobre 2008. Sur l'ensemble de l'année 2018, le PIB a augmenté de 1,8 %, après une hausse de 2,4 % en 2017. Ce ralentissement devrait se poursuivre en 2019 (+1,3 %) avant un léger rebond en 2020 (+1,6 %).

Selon l'Insee, la France a enregistré un essor du PIB de 0,3 % au quatrième trimestre 2018, une progression identique à celle du trimestre passé. Sur l'ensemble de l'année, l'activité a progressé de 1,5 % après 2,3 % en 2017. Ce ralentissement s'explique par un net fléchissement de l'investissement (+2,9 % après +4,7 %) et des exportations (+3,1 % après +4,7 % en 2017).

Au Japon, le PIB s'est accru de 0,9 % en 2018 après une hausse plus marquée en 2017 (+1,9 %). Cette décélération est principalement attribuable à une accumulation de catastrophes naturelles au cours de l'année. En 2019, la croissance devrait atteindre 1,1 % et serait stimulée par les effets du soutien budgétaire supplémentaire apporté à l'économie en 2018.

Enfin, la croissance demeure dynamique dans les pays émergents et en développement selon le FMI (+4,6 % en 2018 après +4,7 %). Pour 2019, les prévisions ont été revues à la baisse (+4,5 %), compte tenu notamment de contractions en Argentine et en Turquie et de la persistance des tensions commerciales mondiales qui pénalisent particulièrement les pays asiatiques.

Sources : FMI, Commission européenne, Eurostat, Insee, Banque centrale du Japon – données arrêtées à la date du 23 février 2019

AVERTISSEMENT METHODOLOGIQUE

Les douanes et le Pôle emploi de Saint-Pierre-et-Miquelon ont récemment modifié leur champ d'études, ce qui nécessite des changements dans le traitement statistique réalisé par l'IEDOM.

▪ Traitement statistique des données douanières

Depuis le 1^{er} octobre 2015, les services douaniers de Saint-Pierre-et-Miquelon ont opéré un changement dans le processus des déclarations douanières, par la mise en service du portail Internet Sydonia. La collecte d'informations sur le commerce extérieur s'est améliorée, grâce notamment à une meilleure prise en compte des exportations.

Le changement dans la nature des données, même d'ampleur limitée, implique néanmoins une modification dans le traitement statistique des données et ne permet plus de corriger les variations saisonnières. Les analyses se concentreront sur les évolutions annuelles pour limiter les effets de la saisonnalité.

Par ailleurs, à l'occasion du changement de nomenclature douanière, de nouvelles catégories de biens ont été identifiées, offrant ainsi une analyse plus détaillée de l'économie de l'archipel : **les biens à destination des ménages** (biens alimentaires, non alimentaires et de consommation durable) et **les biens à destination des entreprises** (biens d'équipement et biens intermédiaires).

▪ Traitement statistique des données du marché de l'emploi

Depuis la fin d'année 2015, l'agence Pôle emploi de l'archipel analyse le marché du travail sous l'angle principal des DEFM de catégorie A (sans-emploi), afin de s'aligner sur le traitement statistique réalisé en métropole. Par conséquent, seule cette catégorie sera désormais retenue dans le calcul de l'indicateur du chômage.

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : H. MARION – Responsable de la rédaction : C. VULIN

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : mars 2019 – Dépôt légal : mars 2019 – ISSN 1952-9619